

# CARNET DE LA RECHERCHE

FACULTÉ DE DROIT





## MOT DU VICE-DOYEN À LA RECHERCHE ET AUX ÉTUDES SUPÉRIEURES

Le Carnet de la recherche regroupe les productions scientifiques des professeures et professeurs de la Faculté de droit, mettant ainsi en lumière la place significative et la grande diversité de la recherche à la Faculté. En parcourant ce Carnet, vous pourrez constater que la Faculté de droit a connu une autre excellente année en recherche, notamment au chapitre de son financement. En effet, plus d'un million de dollars lui ont été octroyés pour de nouveaux fonds de recherche.

Parallèlement, nous vous invitons à consulter le site Internet de la Faculté de droit. Vous y trouverez les différentes structures de recherche et leurs acteurs, ainsi que les autres réalisations des membres de la communauté facultaire. L'Université de Sherbrooke rend également publiquement accessibles les mémoires et thèses sur son site Internet « Savoirs UdeS ».

Je vous laisse le plaisir de prendre connaissance de ces dernières réalisations et interventions en recherche à la Faculté.

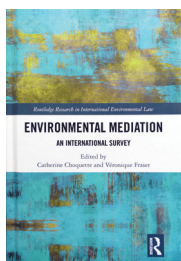
Bonne lecture!



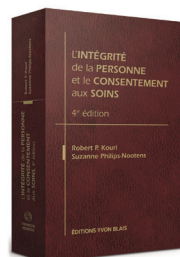
Patrick Mignault



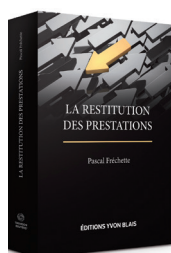
# NOUVELLES PARUTIONS ET DIRECTIONS D'OUVRAGE



**Catherine CHOQUETTE** et  
**Véronique FRASER** (dir.),  
*Environmental Mediation: An  
International Survey*, Abingdon,  
Taylor & Francis Group, 2018, 220 p.



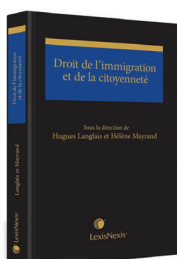
**Robert P. KOURI** et **Suzanne PHILIPS-  
NOOTENS**, *L'intégrité de la personne et  
le consentement aux soins*, 4<sup>e</sup> édition,  
Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2017,  
936 p.



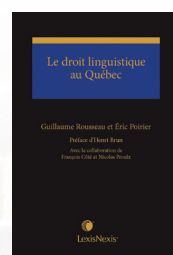
**Pascal FRÉCHETTE**,  
*La restitution des prestations*,  
Cowansville, Éditions Yvon Blais,  
2018, 566 p.



**Lise CASAUX-LABRUNÉE** et **Jean-François  
ROBERGE**, (dir.), *Pour un droit du  
règlement amiable des différends. Des  
défis à relever pour une justice de qualité*,  
Paris, L.G.D.J. Lextenso éditions, 2018,  
500 p.



**Hughes LANGLAIS** et **Hélène MAYRAND**,  
(dir.), *Droit de l'immigration et de  
la citoyenneté*, Montréal, LexisNexis  
Canada, 2017, 266 p.



**Guillaume ROUSSEAU** et **Éric POIRIER**, *Le  
droit linguistique au Québec*, Montréal,  
LexisNexis Canada, 2017, 606 p.

# ARTICLES

**Geneviève CARTIER**, “Restoring Public Confidence in Government - Promises and Limits of Public Commissions of Inquiry”, (2018) 61 Canadian Public Administration/ Administration publique du Canada, p. 53-65.

**Marie-Eve COUTURE MÉNARD** et David PAVOT, « Les pandémies et le droit : vers une plus grande solidarité? », (2018) 46(2) Revue de Droit de l'Université de Sherbrooke, p. 251-259.

**Marie-Claude DESJARDINS** et Finn MAKELA, « La computation des délais prévus au Code du travail du Québec », (2017) 58(3) Les Cahiers de Droit, p. 457-515.

**Marie-Claude DESJARDINS**, « Le droit étatique et la certification équitable : des rapports d'hétéronomie », (2018) 59(1) Les Cahiers de droit, p. 143-166.

**Mathieu DEVINAT**, « Réflexion sur la narration judiciaire dans les jugements de la Cour suprême du Canada », (2016) 5 Revue de la recherche juridique, p. 1949-1957.

**Mathieu DEVINAT** et Pascal PICHONNAZ, « L'égalité des langues officielles devant les cours suprêmes : regards croisés sur le droit canadien et le droit suisse », (2017) 136 Revue de droit suisse, p. 271-287.

**Mathieu DEVINAT**, « Revue de la jurisprudence 2016 en droit des biens », (2017) 119 Revue du Notariat, p. 63-87.

**Geneviève DUFOUR** et Richard OUELLET, « Le fardeau de preuve : constat prima facie d'un décalage entre théorie et pratique, et de la nécessité d'une théorie de la preuve à l'OMC », (2017) 1 Revue internationale de droit économique, p. 47-78.

Marie-Ève SYLVESTRE, Francis VILLENEUVE MÉNARD, **Véronique FORTIN**, Céline BELLOT et Nicholas BLOMLEY, « Conditions géographiques de mise en liberté et de probation imposées aux manifestants : une atteinte injustifiée aux droits à la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association », (2017) 62(4) Revue de droit de McGill, p. 923-973.

**David GILLES**, « Quand comparaison (juridique) n'est pas raison (politique). Les juristes britanniques comme analystes des qualités et défauts des systèmes de common law de droit civil en amont de l'Acte de Québec (1774) », (2017) 13 Clio@Thémis, 18 pages.

**Sèdjro Axel-Luc HOUNTOHOTÉGBÈ**, « Prévention et résolution des conflits interentreprises : le principe de coopération pour un changement de perspective des protagonistes », (2017) 4 La lettre des médiations, p. 30-36.

**Sèdjro Axel-Luc HOUNTOHOTÉGBÈ** et Noémie RAZA, « Identifier et comprendre les dynamiques de pouvoir dans les processus de médiation intra-entreprise : les enjeux du pouvoir informel », (2018) 5 La lettre des médiations, p. 36-43.

Hélène BELLEAU, **Carmen LAVALLÉE**, Annabelle SEERY, « La gestion commune au sein des couples : une question de mariage ou pas? » (2017) 46(1) Cahiers québécois de démographie, p. 47-71.

Françoise-Romaine OUELLETTE et **Carmen LAVALLÉE**, « L'adoption légale comme révélateur de l'évolution de la famille au Québec », (2017) 73(1) Droit et cultures, p.49-68.

**Carmen LAVALLÉE**, Hélène BELLEAU et Édith GUILHERMONT, « La situation juridique des conjoints de fait québécois », (2017) 73(1) Droit et cultures, p. 69-89.

**Pierre-François MERCURE**, « La perspective du droit au développement dans le projet de Déclaration universelle des droits de l'humanité », (2017) 256 Revue Droit de l'environnement, p. 175-185.

**Daniel PROULX**, « Les libertés de religion et d'expression face à la radicalisation : la tentation autoritaire », (2017) 76 Revue du Barreau, p. 147-163.

**Marie-Pierre ROBERT**, « Crime et maternité : analyse des infractions reliées à la grossesse », (2017) 50(2) Criminologie, p. 55-72.

**Maxime ST-HILAIRE**, Alexis WAWANOLOATH, Stéphanie CHOUINARD et Marc-Antoine GERVAIS, “The false francophone-Indigenous conflict over SCC judges: The refusal by some to recognize mandatory bilingualism at the Supreme Court is indefensible and breeds its own sort of colonialism”, (2017), Policy Options Politiques, December 18.

**Maxime ST-HILAIRE**, “The Supreme Court Must Choose Principle Over Politicization”, (2017), Advocates for the Rule of Law, October 6.

# CHAPITRES D'OUVRAGE COLLECTIF

**Stéphane BERNATCHEZ**, « Le droit constitutionnel, les constitutionnalistes et la démocratie : de la légitimité à l'effectivité », dans Alain-G. Gagnon et Pierre Noreau (dir.), *Constitutionnalisme, droits et diversité : Mélanges en l'honneur de José Woehrling*, Montréal, Éditions Thémis, 2017, p. 505-545.

**Geneviève CARTIER**, "The Policy Side of a Commission of Inquiry: A Few Lessons Learned to be Shared", dans Ronda Bessner et Susan Lightstone (dir.), *Public Inquiries in Canada: Law and Practice*, Toronto, Thomson-Reuters, 2017, p. 223-242.

**Geneviève CARTIER**, "Deliberative Ideals and Constitutionalism in the Administrative State", dans Ron Levy, Hoi Kong, Graeme Orr, Jeff King (dir.), *The Cambridge Handbook of Deliberative Constitutionalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018, p. 57-71.

**Catherine CHOQUETTE** et **Véronique FRASER**, "A New Code of Civil Procedure in Canada and Needs for Further Developments in Environment", dans Catherine Choquette et Véronique Fraser, (dir.), *Environmental Mediation: An International Survey*, Abingdon, Taylor & Francis Group, 2018, p. 84-108.

**Suzanne COMTOIS** et Marie-Claude BELLEMARE, « Sanctions administratives, recours au TAQ et révision judiciaire », dans JurisClasseur Québec, coll. « Droit public », *Droit de l'environnement*, fasc.14, Montréal, LexisNexis Canada, feuilles mobiles, à jour au 31 octobre 2017.

**Suzanne COMTOIS**, « Les Normes de contrôle judiciaire », dans JurisClasseur Québec, coll. « Droit public », *Droit administratif*, fasc.10, Montréal, LexisNexis Canada, feuilles mobiles, à jour au 31 mai 2018.

**Marie-Eve COUTURE MÉNARD** et Ludovic LASCELLES, « La création de villes favorables à la santé : le droit à la frontière entre l'action municipale et l'action de santé publique », dans Lara Khoury, Robert P. Kouri et Catherine Régis (dir.), *Health Law at the Frontiers-Les rencontres en droit de la santé*, Cowansville, Les Éditions Yvon Blais, 2018, p. 31-63.

**Mathieu DEVINAT**, « Persuasive Authority / De la jurisprudence », dans Benoît Moore (dir.), *Les grands classiques du droit civil – Les grands textes*, Montréal, Thémis, 2018, p. 3-19.

**Véronique FRASER**, « Le notaire facilitateur de l'entente en contexte interculturel », dans *Cours de perfectionnement du notariat*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2017, p. 127-72.

**Véronique FRASER**, « La combinaison de la médiation et de l'arbitrage (med-arb et arb-med). Potentiel, critiques et garanties procédurales », dans Lise Casaux-Labrunée et Jean-François Roberge, (dir.), *Pour un droit du règlement amiable des différends. Des défis à relever pour une justice de qualité*, Paris, L.G.D.J., 2018, p. 327-355.

**Sédjro Axel-Luc HOUNTOHOTEGBÈ**, « Lettre ouverte pour Justice Plurielle et complémentaire! Une invitation à dépasser les conceptions figées de la Justice pour en améliorer l'accès », dans Catherine Régis, Karim Benyekhlef et Daniel Weinstock (dir.), *Sauvons la justice : 39 propositions pour agir*, Montréal, Del Busso éditeurs, 2017, p. 90-93.

**Sédjro Axel-Luc HOUNTOHOTEGBÈ**, « Le principe de coopération dans les modes amiables de prévention et de règlement des différends : ébauche d'un cadre théorique pour des processus de qualité » dans Lise Casaux-Labrunée et Jean-François Roberge (dir.), *Pour un droit du règlement amiable des différends. Des défis à relever pour une justice de qualité*, Paris, L.G.D.J., 2018, p. 215-235.

Alexandre MALTAIS et **David KOUSSENS**, « Partager l'entre-soi : homosociabilité et homosexualité dans un bain turc montréalais », dans Annick Germain, Valérie Amiraux et Julie-Anne Boudreau (dir.), *Vivre ensemble à Montréal. Épreuves et convivialités*, Montréal, Éditions Atelier 10, 2017, p. 24-35.

**Finn MAKELA**, « Conciliation et arbitrage en droit du travail québécois », dans Lise Casaux-Labrunée et Jean-François Roberge (dir.), *Pour un droit du règlement amiable des différends. Des défis à relever pour une justice de qualité*, Paris, L.G.D.J., 2018, p. 453-474.

**Hélène MAYRAND** et Hugues LANGLAIS, « Introduction », dans Hélène Mayrand et Hugues Langlais, (dir.), *Droit de l'immigration et de la citoyenneté*, Montréal, LexisNexis Canada, 2017, p. 1-22.

**Hélène MAYRAND**, « Citoyenneté canadienne », dans Hélène Mayrand et Hugues Langlais, (dir.), *Droit de l'immigration et de la citoyenneté*, Montréal, LexisNexis Canada, 2017, p. 241-261.

**Hélène MAYRAND**, « Le droit de l'immigration et des réfugiés au Canada », dans *La mondialisation*, Travaux de l'Association Henri Capitant, Paris, Éditions LB2V et Bruylant, 2017, p. 439-451.

**Patrick MIGNAULT**, « La gestion du risque d'entreprise », dans Guy Lefebvre et Stéphane Rousseau (dir.), *Introduction au droit des affaires*, 2<sup>e</sup> édition, Montréal, Les Éditions Thémis, 2018, p. 107-127.



**Denise PRATTE**, « Les priorités et les hypothèques », dans Collection de droit 2017-2018, École du Barreau du Québec, vol. 7, *Contrats, sûretés, publicité des droits et droit international privé*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2017, p. 115-198.

**Denise PRATTE**, « Conditions de formation du contrat », dans JurisClasseur Québec, coll. « Droit civil », *Obligations et responsabilité civile*, fasc. 3, Montréal, LexisNexis Canada, feuilles mobiles, à jour au 9 juin 2017.

**Daniel PROULX**, « Radicalisation, censure et État de droit » dans Janine Lespérance et al. (dir.), *Canada and the Rule of Law : 150 Years after Confederation / Le Canada et la primauté du droit : 150 ans après la Confédération*, Ottawa, Commission internationale de Juristes Canada, 2017, p. 271-277.

**Jean-François ROBERGE**, « Le sentiment d'accès à la justice », dans Catherine Régis, Karim Benyekhlef et Daniel Weinstock (dir.), *Sauvons la justice : 39 propositions pour agir*, Montréal, Del Busso éditeurs, 2017, p. 147-152.

**Jean-François ROBERGE**, « Les défis d'une justice participative. Garantir des qualités procédurales aux modes de prévention et règlement des différends », dans Lise Casaux-Labrunée et Jean-François Roberge (dir.) *Pour un droit du règlement amiable des différends. Des défis à relever pour une justice de qualité*, Paris, L.G.D.J., 2018, p. 57-77.

**Guillaume ROUSSEAU**, « Rétribution des biens et services environnementaux : le droit permet-il aux municipalités d'innover? », dans *Développements récents en droit municipal*, Service de la formation permanente du Barreau, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2017, p. 1-20.

**Maxime ST-HILAIRE**, « Standards constitutionnels mondiaux : épistémologie et méthodologie », dans Mathieu Disant, Gregory Lewkowicz et Pauline Türk (dir.), *Les standards constitutionnels mondiaux*, Bruxelles, Bruylant, 2017, p. 11-75.

**Stéphane BERNATCHEZ**, « L'influence étatsunienne sur le droit canadien des religions : neutralité religieuse de l'État, accommodements raisonnables et liberté de religion », Centre de recherche Société, Droit et Religions de l'Université de Sherbrooke (SoDRUS), Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 28 mars 2018.

**Stéphane BERNATCHEZ**, « Juger les croyances religieuses à l'aune de la raison juridique », colloque intitulé *Quand croyances et sciences s'affrontent*, Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 12 janvier 2018.

**Stéphane BERNATCHEZ** et **Marie-Pierre ROBERT**, « Les théories de la criminalisation à l'épreuve de la prostitution », conférence à la Fondation du Barreau du Québec, Maison du Barreau, Montréal, 12 décembre 2017.

**Stéphane BERNATCHEZ**, « Le droit de la gouvernance », Centre de recherche sur la régulation et le droit de la gouvernance (CrRDG), Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 28 novembre 2017.

**Stéphane BERNATCHEZ**, « Les porosités du droit à l'ère de la gouvernance », American University, Washington College of Law, Washington, 26 octobre 2017.

**Mélanie BOURASSA FORCIER** et **Marie-Eve COUTURE MÉNARD**, « La malbouffe en pharmacie et les responsabilités contradictoires du pharmacien », dans le cadre des *Conférences scientifiques en santé publique de la région de la Capitale-Nationale*, Université Laval, Québec, 8 novembre 2017.

**Geneviève CARTIER**, "From Prerogative Power to Administrative Law Principle: Looking for a Legal Basis to Local Foreign Policy", séminaire *Städte als Subjekte und Objekte der Völkerrechtsordnung (Les villes en tant que sujets et objets de l'ordre juridique international)*, Berlin, 11 janvier 2018.

**Geneviève CARTIER**, « Les droits administratifs canadiens », Colloque 2017 de l'Association québécoise de droit comparé, Montréal, 3 novembre 2017.

**Geneviève CARTIER**, "The Roles of Substate Actors in Foreign Affairs: The Case of Municipalities", présentation dans le cadre du cours *Foreign Affairs and the Canadian Constitution* (offert par Karen Knop et David Dyzenhaus), Faculté de droit de l'Université de Toronto, Toronto, 1<sup>er</sup> novembre 2017.

**Marie-Eve COUTURE MÉNARD**, « D'intrus à opportuns : le droit et les juristes dans l'univers de la santé publique », cycle de conférences du Laboratoire pour la recherche critique en droit, Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 14 février 2018.

**Marie-Eve COUTURE MÉNARD** et **Marie-Claude DESJARDINS**, “Nutrition information and Advertising: Legal Means of Control and Remedies”, dans le cadre du Colloque Information nutritionnelle intitulé *Nutrition Information as a Tool of Consumer Empowerment and Public Health Protection?*, Université de Lausanne, Lausanne, Suisse, 25 janvier 2018.

**Marie-Eve COUTURE MÉNARD** et **Marie-Claude DESJARDINS** « L'étiquetage alimentaire et les croyances : quelle information pour le consommateur? » dans le cadre du colloque *Quand croyances et sciences s'affrontent*, Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 12 janvier 2018.

**Marie-Eve COUTURE MÉNARD**, “Uncertainty at the Boundary Between Municipal Action and Public Health Action: The Example of Zoning Regulations Limiting the Supply of Junk Food”, dans le cadre des Rencontres en droit de la santé intitulées *Health Law at the Frontier*, Université McGill/Université de Montréal, 16-17 juin 2017.

**Marie-Claude DESJARDINS** et Sabrina TREMBLAY-HUET, « L'étiquetage de l'origine des aliments : l'élément des conditions d'élevage de l'animal », dans le cadre du 2<sup>e</sup> Colloque annuel canadien en droit et politiques publiques agroalimentaires intitulé *Prenons la mesure : L'état du droit et des politiques publiques agroalimentaires au Canada*, Université d'Ottawa, Ottawa, 3 novembre 2017.

**Mathieu DEVINAT**, Conférence à la table ronde « Vingt ans d'harmonisation du droit fédéral avec le droit privé des provinces et territoires : quel bilan? », Colloque de l'AQDC intitulé *Les droits canadiens : variations dans l'application des règles de droit pancanadiennes*, Cour d'appel du Québec, Montréal, 3 novembre 2017.

**Geneviève DUFOUR**, « L'Alena et l'environnement : Ce qu'il est, ce qu'il devrait être ... ce qu'il sera? », Colloque sur le travail et l'environnement dans l'ALENA, Chaire en responsabilité sociale et développement durable, UQAM, Montréal, 26 avril 2018.

**Geneviève DUFOUR**, « Le PTPGP est-il réellement progressiste en matière de normes du travail? », Séminaire du CEIM intitulé *Le Canada entre commerce responsable et stratégie commerciale*, UQAM, Montréal, 12 avril 2018.

**Geneviève DUFOUR**, « La conférence ministérielle de l'OMC de Buenos Aires : lorsque le vent n'est pas favorable », Conférence d'actualité du CEDIN, Université Paris Nanterre, Nanterre, 15 mars 2018.

**Geneviève DUFOUR**, « Réflexion sur la pédagogie innovante », Université de Paris Nanterre, Nanterre, 14 mars 2018.

**Geneviève DUFOUR**, « La saisine de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples par une clinique juridique : retour sur l'implication du Bureau d'assistance juridique international », Université d'Essex, Colchester, Royaume-Uni, 13 mars 2018.

**Geneviève DUFOUR** et David PAVOT, « La clinique juridique à l'appui des causes militantes », 4<sup>e</sup> colloque du Réseau des cliniques juridiques francophones intitulé *Université et accès au droit dans l'espace francophone*, Lomé, Togo, 6 mars 2018.

**Geneviève DUFOUR**, « Peut-on échapper à l'ALENA? », Séminaire du CEIM intitulé *Le Canada entre commerce responsable et stratégie commerciale*, UQAM, 2 février 2018.

**Geneviève DUFOUR** et David PAVOT, « AECG et ALENA : levier pour renforcer la coopération économique francophone », Concertation des Ministres et Chefs des délégations des pays francophones participant à la XI<sup>e</sup> conférence ministérielle de l'OMC, OIF, Buenos Aires, 9 décembre 2017.

**Geneviève DUFOUR**, « La négociation et le respect des accords de libre-échange sous l'administration Trump : vers de nouveaux paramètres de discussion », colloque intitulé *L'engagement en droit international et européen*, Réseau EMOJIE, Université de Nice, Nice, 14 septembre 2017.

**Véronique FORTIN** et Stéphanie HOUDE, « Les tribunaux en santé mentale : une justice thérapeutique? », Conférence midi, Département de Psychiatrie, CIUSS de l'Estrie – CHUS, Sherbrooke, 3 novembre 2017.

**Véronique FORTIN** et Isabelle RAFFESTIN, « Les tribunaux spécialisés, pour une justice à visage humain? L'exemple du Programme accompagnement justice itinérance à la cour municipale de Montréal (PAJIC) », Crémis, Montréal, 11 septembre 2017.

**Véronique FORTIN**, Catherine CHESNAY, Elisabeth GREISSLER, “The Punitive Logic of Social Welfare in Quebec”, 2017 Law & Society Association Annual Meeting, Mexico D.F., Mexico, 23 juin 2017.

**Véronique FORTIN**, « Le rapport entre la recherche empirique et la communauté juridique : entre l'ombre et la lumière », dans le cadre du colloque intitulé *La recherche empirique en droit : état des lieux* présenté dans le cadre du congrès annuel de l'ACFAS, Université McGill, Montréal, 9 mai 2017.

**Véronique FORTIN**, « Variations sur le thème de la décriminalisation », dans le cadre de la Conférence biennale sur le droit pénal intitulée *Vers une réforme législative en droit criminel*, Université Laval, Québec, 3-4 mai 2017.

Thomas J. STIPANOWICH, Laura KASTER et **Véronique FRASER**, “Mixing Modes : Our Growing Experience with Interplay between Mediation, Evaluation, and Arbitration”, coorganisé par Straus Institute for Dispute Resolution, Pepperdine University School of Law, New Jersey’s Marie Garibaldi Inn of Court for Alternative Dispute Resolution et Pepperdine / Straus American Inn of Court for Dispute Resolution, par visioconférence, 10 mai 2018.

**Véronique FRASER**, « L'école de Sherbrooke et l'approche intégrative de la négociation. Habiletés pratiques de la négociation », mini-congrès et assemblée générale annuelle (AGA) du Barreau de Saint-François, Sherbrooke, 4 mai 2018.

**Véronique FRASER**, « Limites et potentiels des modes mixtes de règlement des différends », Groupe de recherche Justice privée et État de droit, Faculté de droit de l'Université McGill, Montréal, 14 mars 2018.

**Véronique FRASER** et Thomas STIPANOWICH, “Mixing Modes in International Commercial Dispute Resolution: The Impact of Culture and Legal Tradition on Kinds of Interplay between Mediation, Evaluation and Arbitration”, Conférence à l'Institute for Transnational Arbitration, Washington, D.C., 27 janvier 2018.

**Véronique FRASER**, « La médiation en droit civil québécois : les garanties procédurales prévues au Code de procédure civile », *Encouragement et développement par les législatures nationales de la justice participative : progrès ou abandon du devoir régalien de justice*, Michaud Santoriello Avocats et Groupe de recherche Justice Privée et État de droit, Maison Ludger-Duvernay, Montréal, 4 décembre 2017.

**Véronique FRASER**, « Le notaire facilitateur de l'entente en contexte interculturel », Palais des Congrès de Montréal, Cours de perfectionnement du notariat, Chambre des notaires, Montréal, 24 novembre 2017.

**Véronique FRASER**, “Combining Adjudicative and Non-Adjudicative Dispute Resolution Processes: Potential and Limits”, dans le cadre de *Dispute Resolution Lecture Series*, Faculté de droit de l'Université McGill, Montréal, 4 octobre 2017.

**Véronique FRASER**, « La médiation interculturelle : le rôle du médiateur à titre d'interprète culturel », IX<sup>e</sup> conférence du Forum Mondial de Médiation, Saint-Sauveur, 17 mai 2017.

**Sèdjro Axel-Luc HOUNTOHOTÉGBÈ**, « Les modes amiables de prévention et de règlement des différends : une réponse différente aux enjeux de l'accès à la justice », Équipe d'accueil Droits, Contrats, Territoires (DCT) de l'Université Lumière Lyon 2, Faculté de droit Université Lyon II, Lyon, France, 15 novembre 2017.

**Sèdjro Axel-Luc HOUNTOHOTÉGBÈ**, Conférence de synthèse dans le cadre du colloque intitulé *L'indépendance de la magistrature et les technologies se conjuguent au futur*, organisé par le Réseau francophone des Conseils de la magistrature judiciaire (RFCMJ) et de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), Dakar, Sénégal, 7 novembre 2017.

**Sèdjro Axel-Luc HOUNTOHOTÉGBÈ**, « Réflexions juridiques sur les fondements théoriques de la médiation », Forum mondial de la médiation, Saint-Sauveur, 7 mai 2017.

**David KOUSSENS**, “Secularism and Regulation of Religious Diversity in France”, Dipartimento di studi linguistici e culturali comparati, Università Ca'Foscari Venezia, Venise, 27 mars 2018.

**David KOUSSENS**, « Circulation et usages médiatiques de la laïcité dans les débats publics en France et au Québec », conférence publique du Centre interdisciplinaire d'étude des religions et de la laïcité, Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 1<sup>er</sup> mars 2018.

Xavier DELGRANGE et **David KOUSSENS**, « Les nouveaux arcs-boutants de la laïcité belge pilarisée », dans le cadre du colloque intitulé *Pilarisé un jour, pilarisé toujours? Approches multidisciplinaires du clivage philosophique dans la Belgique contemporaine*, Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 28 février 2018.

Xavier DELGRANGE et **David KOUSSENS**, « États de laïcité. Éléments de comparaison Belgique francophone-Québec », séminaire du Centre interdisciplinaire de recherches en droit constitutionnel et administratif, Université Saint-Louis-Bruxelles, Bruxelles, 22 décembre 2017.

**David KOUSSENS**, « La laïcité comme performance au quotidien », séminaire de la Chaire de droit des religions, Université catholique de Louvain, 7 décembre 2017.

**David KOUSSENS**, “Does the state have a legitimate interest in regulating religious diversity?”, colloque du «Religion and Diversity Project», University of Ottawa, 26 octobre 2017.



**David KOUSSENS**, « Quelles mobilisations de la laïcité dans les discours des partis politiques québécois (2006-2014)? », Colloque intitulé *Les nouveaux vocabulaires de la laïcité. Comparaison France-Québec*, ESPE d'Aquitaine, Université de Bordeaux, 22 juin 2017.

**Carmen LAVALLÉE**, “The protection of the Child”, conférence prononcée dans le “Chinese Justices Training Program” sous le thème “Equitable Justice: Fairness and Equity in the Treatment of Vulnerable Persons”, organisée par l’Institut canadien d’administration de la justice et la Faculté de droit de l’Université de Montréal, 12 octobre 2017.

**Finn MAKELA**, « Légalisation du cannabis : enjeux pour le droit du travail », Tribunal des droits de la personne, Montréal, 24 avril 2018.

**Finn MAKELA**, « L'économie politique de la recherche en droit », Université d'Ottawa, 7 décembre 2017.

**Finn MAKELA**, “Digital platform workers under Canadian labour and employment law: some thoughts on misclassification”, 3<sup>rd</sup> Labour Law Research Network Conference, University of Toronto, Toronto, 27 juin 2017.

**Finn MAKELA**, “Is there a Federal common law of employment? / Y’a-t-il un droit commun fédéral en matière d’emploi?”, colloque intitulé *La Confédération canadienne : Passé, présent et futur*, Université de Montréal, Montréal, 16 mai 2017.

**Hélène MAYRAND**, “When Travelling Leads to Removal: A Critical Analysis of Canada’s Laws on the Loss of Permanent Resident Status Resulting from Cessation of Refugee Protection” Canadian Immigration Scholars Conference, UQAM, Centre de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté, 1-2 mars 2018.

**Derek MCKEE**, « Les marchés publics à l’intersection du commerce, de l’administration et du contrat », Conférence midi CÉDIM-CEIM, UQAM, Montréal, 13 mars 2018.

**Jean-Frédéric MÉNARD**, « L’interruption de soins de réanimation néonatale : réflexions juridico-éthiques à partir de l’expérience d’une unité anglaise et d’une unité française », Laboratoire pour la recherche critique en droit, Faculté de droit de l’Université de Sherbrooke, 13 mars 2018.

**Jean-Frédéric MÉNARD**, « Les médecins qui se prévalent d’un droit à l’objection de conscience en lien avec l’aide médicale à mourir devraient-ils justifier leur croyance? » colloque intitulé *Quand croyances et science s’affrontent*, Faculté de droit de l’Université de Sherbrooke, 12 janvier 2018.

**Pierre-François MERCURE**, “Debt-for-Nature Exchanges and the New Paradigm of Development”, Pollution and Challenges to Human Rights to the Environment, The University of Nairobi School of Law, Nairobi, 1<sup>er</sup> décembre 2017.

**Pierre-François MERCURE**, « L’évolution du régime commercial des produits agricoles de base dans une perspective Nord-Sud », colloque intitulé *Des plantes et du droit - Approches juridiques de l’environnement végétal*, Rencontres juridiques Montpellier-Sherbrooke, Montpellier, 22 juin 2017.

**Patrick MIGNAULT**, « Les instruments dérivés : Fondements, contrats et options », Hôtel L’Estérel, Montréal, 24 avril 2018.

Serge KABLAN et **Arthur OULAÏ**, “Customary Law of Internet Today”, *International Workshop on Customary Law Today*, Institut des Usages (Faculté de droit, Université de Montpellier) & The Robbins Collection (Berkeley Law, University of California), Montpellier, France, 18 mai 2017.

**Alexandra POPOVICI**, « Les animaux dans le Code civil du Québec : sujets ou objets de droits? », atelier du Laboratoire pour la recherche critique en droit, Université de Sherbrooke, 20 avril 2018.

**Alexandra POPOVICI** et Mark ANTAKI, « Délivrer le droit - Law’s Transcriptions », *Law, Culture and Humanities Annual Meeting*, Georgetown Law, Washington DC, 17 mars 2018.

**Alexandra POPOVICI**, « L’intéressé-e en droit privé québécois », atelier du Laboratoire pour la recherche critique en droit, Université de Sherbrooke, 24 janvier 2018.

**Alexandra POPOVICI** “Trust in Mixed and Civil Law Jurisdictions”, *Legal Seminar*, International and Interregional Law Department of the Legal Affairs Bureau and Judiciary and Legal Training Centre of the Macao Special Administrative Region of the People’s, Republic of China, Macao, 4-7 décembre 2017.

**Alexandra POPOVICI**, « Chercher la petite bête », déjeuner-causerie intitulé *Les animaux ne sont pas des biens, et après?*, Association du Barreau canadien – Québec, Montréal, 2 novembre 2017.

**Alexandra POPOVICI** et Gaële GIDROL-MISTRAL, “Duguit Appropriated: The Case of Trusts and Collective Ownership in Québec”, *Léon Duguit Project*, Paul Babie et Jessica Viven-Wilksch, Conférence télévisuelle, Montréal, 30 octobre 2017.

# COMMUNICATIONS

**Alexandra POPOVICI** et **Mathieu DEVINAT**, « Les définitions légales en droit canadien », *Les artifices du droit (II) - Les définitions*, École de droit, Université Clermont-Auvergne, 7 juin 2017.

**Daniel PROULX**, « Le processus de modification constitutionnelle et les droits linguistiques au Canada », 3<sup>e</sup> Symposium Pierre-Patenaude, Université de Sherbrooke, 6 septembre 2017.

**Jean-François ROBERGE**, « Quand mettre fin à la conférence de règlement à l'amiable? », Cour supérieure du Québec, Montréal, 16 avril 2018.

**Jean-François ROBERGE**, “Towards Justicial Judging. Are we rebalancing the scales of Justice in Canada?”, *Expanding the scope of access to justice and dispute resolution conference*, Singapore Management University, Singapore, 12 mars 2018.

**Jean-François ROBERGE**, “Cooperative regulation: a consensus building approach towards modernization of professional practices and interprofessional collaboration”, *Collaborating Across Borders Conference*, Banff, 2 octobre 2017.

**Jean-François ROBERGE**, « Le cadre juridique du règlement à l'amiable », Cour supérieure du Québec, Montréal, 12 Septembre 2017.

**Jean-François ROBERGE**, « Valoriser la médiation par des qualités de justice », 9<sup>e</sup> Rencontre internationale, Institut de Médiation dans l'Espace Francophone (IMEF), Longueuil, 15 Août 2017.

Dorcas Quek ANDERSON et **Jean-François ROBERGE**. “Redesigning Judicial Mediation: A joint Initiative Between Singapour and Canada”, Law and Society Association, Mexico, 22 juin 2017.

**Jean-François ROBERGE**, « Le sentiment d'accès à la justice et la justice participative », Forum mondial de la médiation, Saint-Sauveur, 17 mai 2017.

**Jean-François ROBERGE**, « L'art et la science de la négociation. 5 stratégies qui ont fait leur preuve. », Association du Barreau Canadien, Montréal, 25 mai 2017.

**Maxime ST-HILAIRE**, « L'expérience fédérative canadienne », *Federalismo, cooperación y ciudadanía : jornadas internacionales sobre experiencias federales y estados compuestos*, organisée par la Fundación Sistema et la Fundación Unicja, en collaboration avec la Fundación Canada et la Friedrich Ebert Stiftung, Madrid, Círculo de Bella Artes, 1-2 mars 2018.

Julius GREY et **Maxime ST-HILAIRE**, « Le rôle du juge dans un État de droit constitutionnel », débat organisé par la Société Runnymede, Université de Montréal, 12 février 2018.

**Maxime ST-HILAIRE** et Malcom LAVOIE, “Panel: Aboriginal Property Rights, Duty to Consult, and Rule of Law Theory”, *Law and Freedom Runnymede Society Conference 2018*, University of Toronto, 12-13 janvier 2018.

**Maxime ST-HILAIRE**, “Quasi Constitutional Status as NOT Implying a Form Requirement”, *(Quasi-)Constitutional Statutes*, Faculté de droit de l'Université d'Ottawa (section de common law), 8 décembre 2017.

**Maxime ST-HILAIRE** et Édith GUILHERMONT, « Bloguer le droit », Laboratoire pour la recherche critique en droit (UdeS) et Cercle étudiant de la Société québécoise de droit international (SQDI), Université du Québec à Montréal (UQÀM), 5 décembre 2017.

**Maxime ST-HILAIRE**, “Global Standards of Constitutional Law: Epistemology and Methodology”, *Constitutionalism in a Plural World*, Faculté de droit de l'Universidade Católica Portuguesa, Porto, 22-23 novembre 2017.

**Maxime ST-HILAIRE**, « Un trou parmi d'autres dans l'emmental constitutionnel canadien : la compétence sur les relations internationales », Congrès du Conseil canadien du droit international – Panel de la Société québécoise de droit international, Affaires mondiales Canada, Ottawa, 3 novembre 2017.

**Maxime ST-HILAIRE**, « La lutte pour la pleine reconnaissance des droits ancestraux : la philosophie a-t-elle vraiment quelque chose à en dire? », organisé par the Centre for Constitutional Studies & the Faculties of Law and Native Studies, University of Alberta, 21-23 septembre 2017.

**Edith VÉZINA**, “Gender Equality and Women's Rights : The Essential Role of the Notaires in Implementing and Diffusing De Jure Law”, *Union Internationale du Notariat*, World Bank Conference on Land and Poverty, Washington D.C., 22 mars 2017.



# SUBVENTIONS OBTENUES

**Stéphane BERNATCHEZ**, « La gouvernance de proximité : compréhensions de ses usages pour le droit », subventionnée par CRSH – Savoir, 2017-2018, 174 498 \$.

**Stéphane BERNATCHEZ**, « Quels fondements pour les droits des animaux? », subventionnée par la Chambre des notaires, 2018, 6 000 \$.

**Stéphane BERNATCHEZ, Suzanne COMTOIS, Marie-Claude DESJARDINS, Véronique FORTIN, Louise LALONDE et Guillaume ROUSSEAU**, « La justice de proximité : des réformes des modes de gouvernance de la justice pour rapprocher le droit des citoyens et assurer un meilleur vivre ensemble? », subventionnée par la Fondation du Barreau du Québec, 2017-2018, 5 000 \$.

**Louise BERNIER et Stéphane BERNATCHEZ**, « Le droit à l'avortement et l'aide médicale à mourir : réformer le droit étatique pour mieux réguler le vivre ensemble? », subventionnée par la Fondation du Barreau, 2017-2018, 8 050 \$.

**Catherine CHOQUETTE**, « L'adaptation du droit de la gouvernance aux changements climatiques », subventionnée par CRSH – Savoir, 2017-2018, 266 890 \$.

**Marie-Ève COUTURE MÉNARD**, « L'influence du contexte normatif sur l'élaboration de politiques publiques municipales en saine alimentation au Québec », subventionnée par l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), 2017-2018, 2 500 \$.

France GAGNON (chercheur principal), Carole CLAVIER, **Marie-Ève COUTURE MÉNARD** et Élisabeth MARTIN, « Étude comparative sur des dispositifs de santé publique au Canada et dans le monde », subventionnée par le Ministère de la santé et des services sociaux (MSSS), 2018-2020, 200 000 \$.

Chantal BLOUIN et **Marie-Ève COUTURE MÉNARD**, « Compétences et pouvoirs des municipalités québécoises et promotion des saines habitudes de vie », subventionnée par le Ministère de la santé et des services sociaux (MSSS), 2018, 2 500 \$.

**Geneviève DUFOUR** et David PAVOT, « L'industrie canadienne et les accords de libre-échange : les cas du Brexit et de la renégociation de la gestion de l'offre dans le cadre de l'ALENA », subventionnée par Mitacs-Accélération et McCarthy Tétrault, 2017-2018, 30 000 \$.

**Geneviève DUFOUR**, « La valorisation de l'aluminium vert et le respect du droit commercial international », subventionnée par MITACS – Accélération et l'Association de l'aluminium du Canada, 2017-2018, 15 000 \$.

**Véronique FORTIN**, Catherine CHESNAY, Elisabeth GREISSLER et Céline BELLOT, « Les pratiques punitives au sein du système d'aide sociale : ampleur, effets et défense de droits », subventionnée par CRSH – Développement Savoir, 2017, 59 321 \$.

**Véronique FRASER** et Marie-Claude LAQUERRE, « Médiation successorale », subventionnée par la Fondation du Barreau, 2017-2018, 5 000 \$.

**David GILLES**, « Les outils de gouvernance environnementale autochtone : La gestion des ressources naturelles (hydroélectricité et foresterie) hors et dans les cadres normatifs gouvernementaux au Québec », Fondation du Barreau du Québec, 2017-2018, 5 000 \$.

**Sédjro Axel-Luc HOUNTOHOTÉGBÈ**, « Les enjeux du principe de coopération procédurale du nouveau Code de procédure civile du Québec pour le notaire : état des lieux et propositions », subventionnée par la Chambre des notaires du Québec, 2017-2018, 9 792 \$.

**David KOUSSENS**, Frédéric DEJEAN et Bertrand LAVOIE, « Les espaces destinés à la prière dans les établissements d'enseignement supérieur. Enjeux juridiques et sociaux », subventionnée par le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES), 2017-2018, 44 949 \$.

**David KOUSSENS**, Catherine Foisy et Jean-François Laniel, « Étudier la religion au Québec : regards d'ici et d'ailleurs », CRSH Connexion, 2017-2018, 25 000 \$.

**Louise LALONDE**, « L'interdisciplinarité dans la discipline juridique au miroir des disciplines : Étude réflexive des représentations et pratiques Canada-Belgique », subventionnée par CRSH – Savoir, 2017-2018, 201 810 \$.

**Louise LALONDE**, « Colloque sur la gouvernance de proximité : usages et sens pour le droit », subventionnée par CRSH Connexion, 2017-2018, 15 000 \$.

**Sébastien LANCTÔT**, « Étude détaillée du contrat d'assurance invalidité (court et long terme) à travers le prisme des exclusions spécifiques (exclusion légale et exclusion conventionnelle) en assurance de personnes », subventionnée par la Chambre des notaires du Québec, 2017-2018, 11 167 \$.

Hélène BELLEAU, **Carmen LAVALLÉE** et als, « Regards croisés sur les familles contemporaines : enjeux sociaux, juridiques et économiques », subventionnée par FQRSC-Soutien aux équipes de recherche. Partenariat de recherche « Familles en mouvance », 2018-2022, 529 948 \$.

**Hélène MAYRAND**, « Les approches critiques du droit de l'environnement : comprendre leur évolution et leur pertinence dans l'analyse de l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures au Québec », subventionnée par FRQSC – Soutien à la recherche pour la relève professorale, 2017-2018, 44 610 \$.

**Patrick MIGNAULT**, « La gestion des risques juridiques : de la théorie à la pratique », subventionnée par la Fondation du Barreau du Québec, 2017-2018, 5 000 \$.

**Alexandra POPOVICI**, « La responsabilité du fiduciaire en droit civil québécois », subventionnée par FQRSC - Relève professorale, 2017-2018, 38 969 \$.

Karim BENYEKHLEF (directeur du projet), **Jean-François ROBERGE** et als. (35 chercheurs), « Autonomisation des acteurs judiciaires par la cyberjustice et l'intelligence artificielle. (AJC) » subventionnée en partie par CRSH Subvention Partenariat (2 499 244\$), 2018-2024, 6 800 000\$.

**Simon ROY** et Radu Claudiu POPA, « La place des droits fondamentaux à l'aube de l'ère informatique au sein des sociétés canadienne et française », subventionnée par MITACS Globalink, 2017-2018, 6 000 \$.

**Nathalie VÉZINA**, « Les obligations, 8<sup>e</sup> édition », subventionnée par la Chambre des notaires du Québec, 2017-2018, 13 040,32 \$.

## NOS PAGES INTERNET ET LA RECHERCHE

Vous trouverez les réalisations de la communauté des chercheurs de la Faculté de droit sur les pages Internet suivantes :

Nos professeurs et l'actualité : [USherbrooke.ca/droit/accueil](https://www.usherbrooke.ca/droit/accueil)

Nos professeurs et la recherche : [USherbrooke.ca/droit/accueil](https://www.usherbrooke.ca/droit/accueil)

Blogue *À qui de droit* : [USherbrooke.ca/droit/accueil](https://www.usherbrooke.ca/droit/accueil)

Les pages personnalisées des professeurs : [USherbrooke.ca/droit/faculte/personnel/corps-professoral/](https://www.usherbrooke.ca/droit/faculte/personnel/corps-professoral/)

Le dépôt électronique des travaux de recherche — Savoirs UdeS : [savoirs.usherbrooke.ca/](https://savoirs.usherbrooke.ca/)

Page principale de la recherche à la Faculté de droit : [USherbrooke.ca/droit/recherche/](https://www.usherbrooke.ca/droit/recherche/)



### COMITÉ DE RÉDACTION

**Patrick Mignault**, vice-doyen à la recherche et aux études supérieures

**Kim Désilets**, adjointe au vice-décanat à la recherche et aux études supérieures

Édition et mise en page : **Graphic-art**

Conseillers en communication : **Marie-Luce Cheney** et **David Jobin**

Collaboratrice : **Annick Lachapelle**

#### NOTE DE LA RÉDACTION

Nous tenons à préciser que le contenu du *Carnet* n'illustre que partiellement l'ampleur des travaux menés à la Faculté de droit. Nous demeurons disponibles pour recevoir vos questions à ce sujet.